

MARS 2019 | N° 11

Direction des Etudes et des Prévisions Financières

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DEPF Policy Brief

Solde des échanges extérieurs : Contribution des facteurs structurels et cycliques

Mounia BETTAH
Leila ZNIBER

De par leurs incidences sur les performances économiques et financières de notre pays, les questions liées au commerce extérieur du Maroc figurent au rang des travaux prioritaires de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF). En rapport avec ces questions, des travaux antérieurs menés par la DEPF, dans le cadre de l'examen de la fiabilité du modèle de développement national, avaient clairement mis en relief la contribution limitée des ressorts externes à la croissance de l'économie marocaine en raison du moindre dynamisme de l'offre exportable et de l'accroissement démesuré des importations.

Le déficit chronique de la balance commerciale marocaine des biens et services, qui en découle, constitue aujourd'hui une source de préoccupation majeure au vu des tensions que ce déficit suscite sur les équilibres financiers extérieurs du pays et de ses impacts connexes sur l'économie marocaine en termes de ponction sur la croissance et de pertes d'emplois.

Dans le but de cerner les contours du déficit commercial des biens et services et de prospecter les meilleurs voies possibles pour y faire face, la DEPF a jugé utile de consacrer la présente édition de son Policy Brief à cette question sensible. Pour ce faire, ce Policy Brief s'est appuyé sur une estimation économétrique pour comprendre la nature de ce déficit et de déceler les composantes structurelles et cycliques qui en sont à l'origine.

Les résultats obtenus à l'issue de cet exercice empirique confirment le caractère structurel du déficit du commerce extérieur marocain des biens et services. En effet, la composante structurelle représente, en 2017, près de 92% de ce solde, soit l'équivalent de 9% du PIB nominal. La croissance structurelle du PIB, plus vigoureuse au Maroc comparativement à ses partenaires commerciaux, alimente, entre autres, une forte propension à importer de l'économie nationale, contrairement à la demande étrangère adressée au Maroc qui évolue plutôt à un rythme davantage modéré.

Le caractère structurel du déficit commercial apparaît également au niveau de l'impact limité des variations des termes de l'échange sur le volume des produits exportés par le Maroc. Cette situation laisse suggérer que les facteurs liés à la compétitivité hors-coût s'avèrent plus déterminants en matière d'impulsion de l'offre exportable et de gain additionnels de parts de marchés.

Tenant compte de ce qui précède, une action vigoureuse devrait être déployée pour contrecarrer l'érosion du solde commercial et veiller à sa soutenabilité globale. Les actions suggérées dans le cadre de ce Policy Brief sont structurées autour de trois axes interdépendants :

- » Optimiser et rehausser le rendement de la politique commerciale extérieure du Maroc (révision des ALE conclus, renforcement des mesures de défense commerciale, ciblage des pays du Sud pour se prémunir des chocs concurrentiels asymétriques...).
- » Parachever l'édification d'un système productif national compétitif et résilient (accumulation du capital humain, renforcement des capacités d'innovation et d'absorption technologique, édification des profils de spécialisation axés sur les vocations régionales ...).
- » Renforcer l'ancrage régional du Maroc et accélérer son intégration dans les chaînes de valeur régionales (diplomatie économique proactive, synergies entre grands opérateurs et PME-PMI en Afrique, politique incitative axée sur les résultats...).

/Table des matières

INTRODUCTION	7
1. EVOLUTION DE LA BALANCE COURANTE : UN DÉFICIT PERSISTANT DEPUIS 2007	8
1. LA BALANCE DES BIENS : PRINCIPAL FACTEUR À L'ORIGINE DU DÉFICIT DES TRANSACTIONS COURANTES	8
2. LA BALANCE DES SERVICES DÉGAGE UN EXCÉDENT SOUTENU GRÂCE AUX RECETTES VOYAGES	9
2. SOLDE DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS : ANALYSE DES COMPOSANTES STRUCTURELLE ET CYCLIQUE	10
1. ESTIMATION DU SOLDE DES BIENS ET SERVICES EN FONCTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA COMPÉTITIVITÉ-PRIX	10
2. COMPOSANTE STRUCTURELLE DU SOLDE NOMINAL DES BIENS ET SERVICES	12
3. ANALYSE DES CONTRIBUTIONS CYCLIQUES	14
4. QUELQUES PROPOSITIONS D'ORDRE STRATÉGIQUE POUR ATTÉNUER LE DÉSÉQUILIBRE STRUCTUREL DU SOLDE DES ÉCHANGES DES BIENS ET SERVICES	16
ANNEXE 1 : COMPOSITION DE L'INDICATEUR PIB ÉTRANGER	18
ANNEXE 2 : RÉSULTATS DE L'ESTIMATION DU MODÈLE	19
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	20

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la Direction des Études et des Prévisions Financières et ne reflète pas nécessairement la position du Ministère de l'Économie et des Finances.

/Introduction

Depuis 2007, le Maroc a assisté à une forte détérioration du solde de ses échanges extérieurs des biens et services, avec un déficit atteignant des niveaux alarmants, au point de mettre à rude épreuve la soutenabilité des équilibres macro-financiers du pays. Cette situation est concomitante à plusieurs facteurs, d'ordre exogène et endogène, qui ont pesé significativement sur les performances du Maroc au titre de son commerce extérieur.

Certes, les effets récessifs qui ont frappé les principaux partenaires du pays, au lendemain de la crise systémique de 2008-2009, et la forte volatilité des prix internationaux des matières premières d'origine agricole et énergétique, ont contribué à alimenter le creusement du déficit de la balance commerciale marocaine.

Néanmoins, la dégradation de la balance commerciale est due aussi à des facteurs endogènes ayant trait, entre autres, aux insuffisances en matière de compétitivité de l'offre exportable marocaine et à la dynamique conquérante des importations, hors énergie, notamment en provenance des pays avec lesquels le Maroc a conclu des accords de libre-échange.

Pour mieux cerner la nature de ce déficit chronique et vérifier si celui-ci est dû à des facteurs structurels ou conjoncturels, la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF) a jugé opportun d'y consacrer la présente édition de son Policy Brief. L'intérêt porté par la DEPF à cette question importante n'est pas récent. Plusieurs travaux d'analyse se rapportant à l'examen de la fiabilité du modèle de développement national avaient clairement mis en relief la contribution limitée des ressorts externes de la croissance et les incidences négatives occasionnées par l'accroissement démesuré des importations, notamment en termes d'aggravation du déficit commercial, de pertes d'emplois au niveau de certaines branches d'activité et de réduction des effets de l'impulsion budgétaire en raison de la forte propension à importer de l'économie marocaine.

Pour apporter des éclairages pertinents sur cette question sensible, l'approche retenue dans le cadre de ce Policy Brief se base sur une estimation économétrique, permettant d'expliquer le montant du solde des échanges extérieurs en fonction du PIB marocain, d'une moyenne pondérée des PIB de nos principaux partenaires commerciaux et des termes de l'échange, sur la base des données de la Banque Mondiale couvrant la période 1990-2017. Le calcul des composantes structurelle et conjoncturelle du solde commercial est obtenu par une décomposition cycle/tendance de chacun de ces déterminants.

Partant des résultats de cette analyse, quelques propositions d'ordre stratégique ont été formulées. Ces propositions, loin de prétendre à l'exhaustivité au vu de la complexité du thème sous-revue, ont pour finalité de mettre en relief certains leviers prioritaires de nature à permettre au Maroc de tirer meilleur profit de sa politique d'ouverture commerciale et d'en faire un vecteur d'accélération de la transformation structurelle de son économie.

1. Evolution de la balance courante : un déficit persistant depuis 2007

Depuis 2007, le solde des échanges de biens constitue le principal facteur ayant alimenté le creusement du déficit de la balance courante. Il en est de même pour le solde des revenus, quoique dans des proportions dans l'ensemble limitées. Les excédents en-

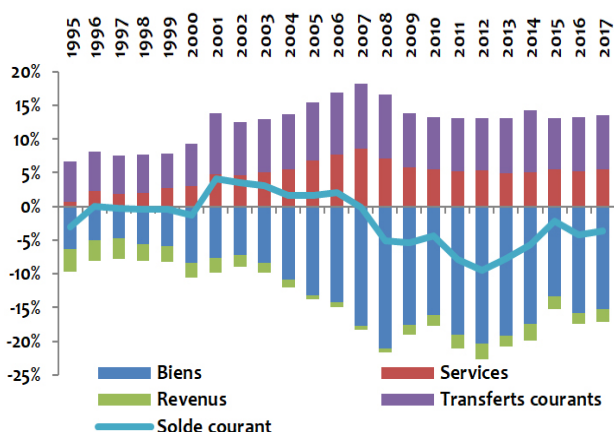
registrés au niveau des transferts courants et des services ont permis, néanmoins, de contrecarrer l'érosion de ce déficit et de le ramener à des niveaux plus au moins soutenables au cours des trois dernières années.

1. La balance des biens : principal facteur à l'origine du déficit des transactions courantes

L'examen de l'évolution du déficit du compte courant de la balance des paiements entre 1995 et 2017 permet d'identifier quatre phases majeures. Après une période d'équilibre à la mi-1990, la balance courante s'est améliorée pour afficher un excédent de 2,7% du PIB en moyenne annuelle sur la période 2001-2006. Cette tendance s'est inversée à

partir de 2007, puisque le compte courant s'est fortement détérioré sous l'effet de la dégradation de la balance des biens, en contrepartie d'une augmentation plus faible des transferts et d'une stagnation de l'excédent des services. Ainsi, il a atteint un plancher de -10% du PIB en 2012 avant de se redresser à -3,6% du PIB en 2017¹.

Composantes du compte courant en % du PIB

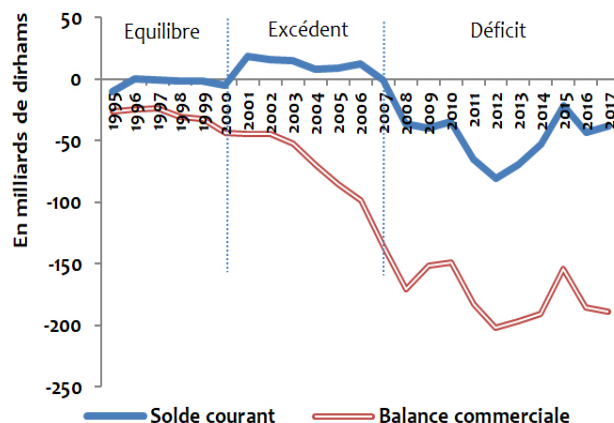


Source : Données Office des Changes, HCP, calculs DEPF.

Il convient de souligner que le déficit des échanges commerciaux de biens, qui s'est établi à près de 177 milliards de dirhams, en moyenne sur la période 2007-2017, est attribué à hauteur de 40% à la composante énergétique dans un contexte de flambée des cours sur le marché international. Hors énergie, ce déficit se chiffre à près de 100 milliards de dirhams, porté en grande partie par la vigueur des importations des biens d'équipement et des demi-produits.

La vigueur de ces importations s'inscrit en ligne avec le processus de convergence ac-

Solde courant et balance commerciale en milliards de dirhams

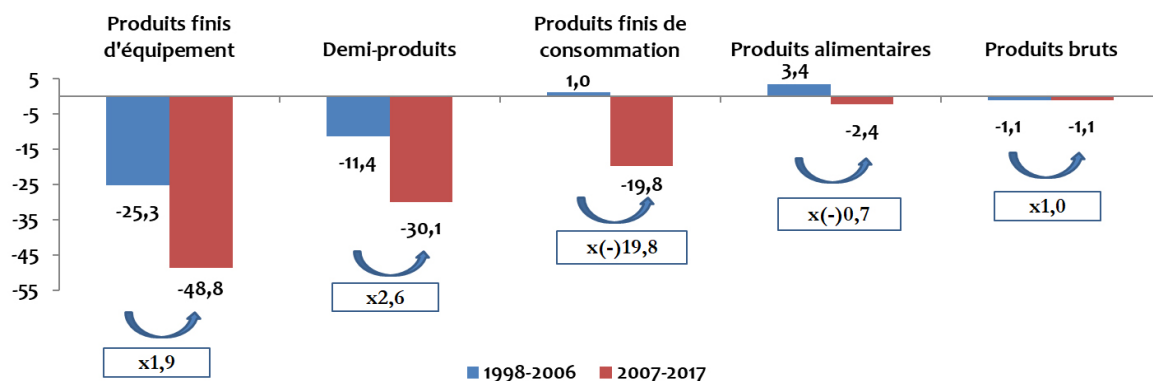


céléré de l'économie marocaine, marqué depuis plus d'une décennie par un effort important d'équipement du pays en infrastructures dans une multitude de domaines.

Cette dynamique reflète, aussi, le contenu élevé des exportations en intrants importés et la forte compétitivité des produits finis de consommation en provenance de l'étranger qui ont réussi à tirer profit de la vigueur du marché intérieur grâce à une offre de qualité et à meilleur prix.

¹ Il est à signaler que pour la période 2014-2017, les données établies selon la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements ont été retraitées par les auteurs pour se conformer à la 5^{ème} édition, afin de garantir la continuité des séries (voir annexe).

Solde commercial des produits non énergétiques (milliards de dirhams)



Source : Données Office des Changes, calculs DEPF.

2. La balance des services dégage un excédent soutenu grâce aux recettes voyages

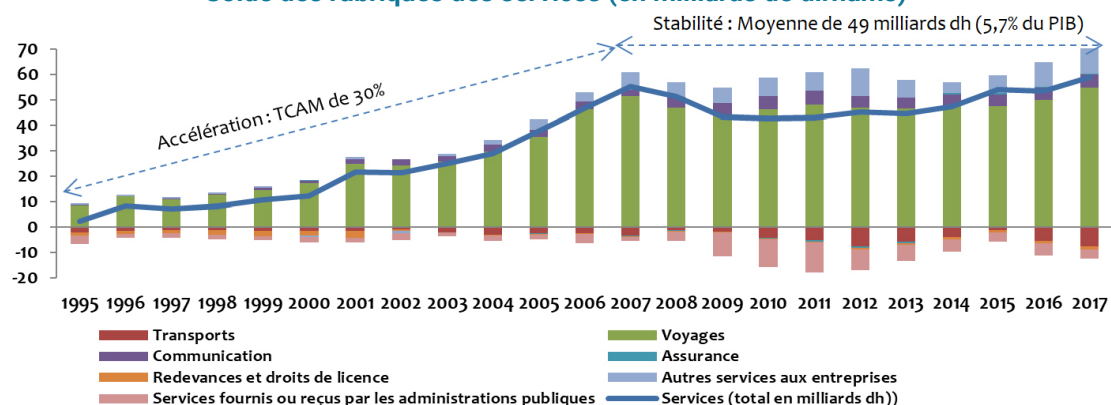
Structurellement excédentaire, la balance des services a connu une forte progression entre 1995 et 2007. Au cours de cette période, le solde de cette balance a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 30%, propulsé par l'orientation positive des recettes voyages. Entre 2007 et 2017, le solde de la balance des services s'est maintenu à un niveau assez élevé, autour de 49 milliards de dirhams en moyenne, soit 5,7% du PIB.

Cette performance remarquable a été enregistrée en dépit de la décélération des recettes touristiques en provenance de la France et de l'Espagne² et de la forte progression des dépenses de voyages afférant

au tourisme et aux frais de scolarité des Marocains.

En particulier, les efforts déployés par le Maroc pour promouvoir son attractivité touristique ont contribué à renforcer la résilience de ce secteur aux différents chocs exogènes auxquels il se trouve confronté (tension sur la demande dans les principaux pays émetteurs, situation sécuritaire dans la région MENA; pression concurrentielle en termes de prix et de qualité de l'offre...) et à préserver son statut de pourvoyeur de devises et de source d'emplois directs et indirects pour une frange non négligeable de la population active.

Solde des rubriques des services (en milliards de dirhams)



Source : Données Office des changes, calculs DEPF.

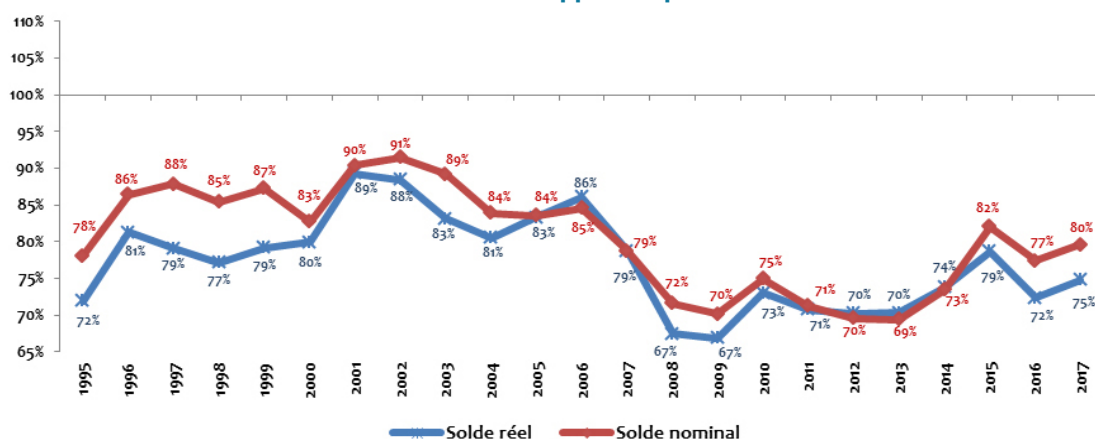
Tenant compte de ce qui précède, la balance des échanges de biens et services a enregistré un déficit chronique, passant de 2,6% du PIB en 2002 à 15,1% du PIB en 2012 avant de s'établir à 9,8% du PIB en 2017. Approché

par le taux de couverture³, ce solde s'est fortement détérioré, évoluant de 91% en 2002 à 70% seulement en 2012 avant d'enregistrer une certaine amélioration pour atteindre 80% en 2017.

² Ces deux marchés ont représenté entre 1995 et 2016 près de la moitié des recettes voyages avec une part de 46%, selon les données de l'Office des changes.

³ Ratio des exportations sur les importations.

Solde des biens et services approché par le taux de couverture



Source : Données HCP, calculs DEPF.

Il convient de noter que les effets induits par l'aggravation du solde des échanges des biens et services n'est pas circonscrit aux seules incidences négatives sur les équilibres financiers externes du pays. Bien au contraire, il a exercé une ponction sur le PIB en lui amputant l'équivalent de 0,7 point, en moyenne annuelle, entre 2008 et 2017.

Ce manque à gagner en termes de croissance correspond, aussi, à des pertes d'emplois. Une étude récente de la DEPF⁴ avait permis de faire ressortir que la balance en emplois des échanges extérieurs du Maroc demeure structurellement déficitaire.

2. Solde des échanges extérieurs : Analyse des composantes structurelle et cyclique

Dans le but de cerner les facteurs à l'origine de la variation du solde des échanges extérieurs de biens et services, il a été procédé à une estimation d'une équation économétrique inspirée de l'approche des élasticités. Celle-ci permet d'établir le lien entre le solde courant et les variables susceptibles d'in-

fluencer son évolution, notamment l'activité économique au Maroc et à l'étranger et les prix relatifs⁵. La déclinaison de ces termes en cycle et en tendance permettra d'analyser leur contribution à l'évolution structurelle et conjoncturelle du solde des échanges des biens et services.

1. Estimation du solde des biens et services en fonction de l'activité économique et la compétitivité-prix

Selon l'approche des élasticités, qui repose sur l'estimation des fonctions d'exportation et d'importation (voir encadré), un accroissement de l'activité domestique (ou étrangère) est supposé accroître le volume des importations (ou exportations), entraînant une dégradation (ou amélioration) du solde commercial.

Parallèlement, un accroissement des prix relatifs des exportations, s'accompagne d'une perte de compétitivité qui devrait générer un affaiblissement du volume de l'offre exportable. De son côté, une baisse du prix relatif des importations est supposée impulser le volume des approvisionnements de l'étranger dont le prix devient plus attractif comparativement à la production locale.

⁴ Cf. Policy Brief DEPF n°8 (2019) : « Contenu en emplois de la croissance de l'économie marocaine ».

⁵ A la différence des biens et services, échangés en contrepartie d'une activité productive et soumis à la compétitivité-prix, les revenus et les transferts ne peuvent faire l'objet d'une estimation par cette approche.

Spécification du modèle et choix des variables

Ce travail repose sur l'un des modèles les plus utilisés pour l'estimation de la fonction de demande des exportations et des importations, dit « à substitués imparfaits » (Armington)*.

Cette approche suppose que le volume des exportations des biens et services (X) s'explique par une variable d'activité des principaux partenaires (notamment le PIB) et par les prix relatifs à l'exportation. De même pour les importations des biens et services (M) qui sont fonction de l'évolution de l'activité domestique et des prix des importations comparés aux prix des producteurs locaux.

En s'inspirant des travaux réalisés notamment par la Banque d'Allemagne et la Banque de France, portant sur l'étude des déterminants du solde structurel des échanges extérieurs, la forme réduite ci-dessous, qui relie le solde au PIB en tant que variable d'activité et aux termes de l'échange, a été retenue pour la modélisation du déficit de la balance des biens et services du Maroc.

$$\ln\left(\frac{X}{M}\right) = A + \alpha_e \ln(Y_e) + \alpha_m \ln(Y_m) + \beta \ln\left(\frac{P_x}{P_m}\right) + \mu \quad (\text{E1})$$

Où :

$\frac{X}{M}$: Le taux de couverture des importations par les exportations, noté « TC » ;

Y_e : La moyenne pondérée des PIB des principaux partenaires à l'exportation du Maroc aux prix constants ;

Y_m : Le PIB marocain aux prix constants ;

$\frac{P_x}{P_m}$: Les termes de l'échange, notés « TE », exprimant le rapport de l'indice du prix à l'exportation à l'indice du prix à l'importation ;

μ : terme d'erreur.

Ainsi, le solde nominal est déduit à partir de l'équation (E1) comme suit :

$$\ln\left(\frac{P_x X}{P_m M}\right) = A + \alpha_e \ln(Y_e) + \alpha_m \ln(Y_m) + (1 + \beta) \ln\left(\frac{P_x}{P_m}\right) + \mu \quad (\text{E2})$$

Détermination des composantes structurelle et cyclique du solde des biens et services

Dans notre étude, on cherche à décomposer, chaque élément de l'équation (E2), à savoir le PIB marocain, le PIB étranger, les termes de l'échange et le terme résiduel, en une composante structurelle et une composante cyclique.

Ainsi, la composante structurelle du solde nominal s'écrit :

$$\ln\left(\frac{P_x X}{P_m M}\right)^{struc} = A + \alpha_e \ln(Y_e)^{struc} + \alpha_m \ln(Y_m)^{struc} + (1 + \beta) \ln(TE)^{struc} + \mu^{struc} \quad (\text{E3})$$

"struc" indique le niveau corrigé du cycle de chaque variable.

La composante cyclique est donc l'écart du solde effectif des échanges extérieurs au solde structurel :

$$\ln(P_x X / P_m M) - \ln(P_x X / P_m M)^{struc} = \alpha_e (\ln(Y_e) - \ln(Y_e)^{struc}) + \alpha_m (\ln(Y_m) - \ln(Y_m)^{struc}) + (1 + \beta) (\ln(TE) - \ln(TE)^{struc}) + (\mu - \mu^{struc}) \quad (\text{E4})$$

* Selon Armington (A theory of demand for products distinguished by place of production, 1969), l'hypothèse que les biens produits dans le pays et les biens importés sont des substitués imparfaits rend possible l'existence d'un commerce intra-branche et évite de décrire une spécialisation extrême de la production. Pour chaque catégorie de produits, la demande est définie comme une fonction à élasticité de substitution constante entre le bien domestique et le bien importé.

De ce fait, il est possible d'évaluer la sensibilité du solde réel puis nominal des biens et services (approché par le taux de couverture), à l'évolution de l'activité économique au Maroc et à l'étranger et à celle des termes de l'échange. Ainsi, il a été procédé à

la modélisation de ce dernier à travers l'estimation des coefficients de l'équation (E1) de l'encadré ci-dessus, sur la période 1990-2017. Les résultats⁶ se présentent comme suit :

$$\ln\left(\frac{X}{M}\right) = 0,75 * \ln(PIB_e) - 0,55 * \ln(PIB_m) - 0,49 * \ln(TE) - 0,18 + \mu \quad (1)$$

A travers l'équation 1, il est possible de déduire le solde nominal :

$$\ln\left(\frac{P_x X}{P_m M}\right) = 0,75 * \ln(PIB_e) - 0,55 * \ln(PIB_m) + 0,51 * \ln(TE) - 0,18 + \mu \quad (2)$$

Les résultats de l'estimation permettent de relever, toutes choses égales par ailleurs, qu'une hausse du PIB marocain de 1% entraîne une dégradation du solde nominal des biens et services, exprimé en taux de couverture, de 0,55%. Tandis qu'une augmentation du PIB étranger et des termes de l'échange de 1% induit une amélioration de ce solde de 0,75% et de 0,51% respectivement. De tels résultats laissent suggérer, d'emblée, que l'orientation positive du solde des échanges de biens et services est tributaire essentiellement de la vigueur de l'activité dans les pays partenaires.

Il convient de souligner que l'évolution des termes de l'échange entraîne deux effets opposés : un effet comptable immédiat sur le solde en valeur, retracé par l'écart entre le solde réel et nominal, et un effet différé sur le volume, reflétant l'incidence de la variation des prix relatifs des exportations et des importations sur les volumes échangés⁷. C'est ainsi que les signes des coefficients des termes de l'échange sont opposés selon qu'il s'agisse d'une analyse en termes nominaux ou réels.

2. Composante structurelle du solde nominal des biens et services

Le calcul de la composante structurelle du solde des biens et services a été effectué à travers l'application du filtre Hodrick-Prescott (HP) à chaque terme de l'équation pré-

cédente. Ainsi, la composante structurelle du solde nominal est fonction des PIB tendanciels, des termes de l'échange et du résidu corrigés du cycle.

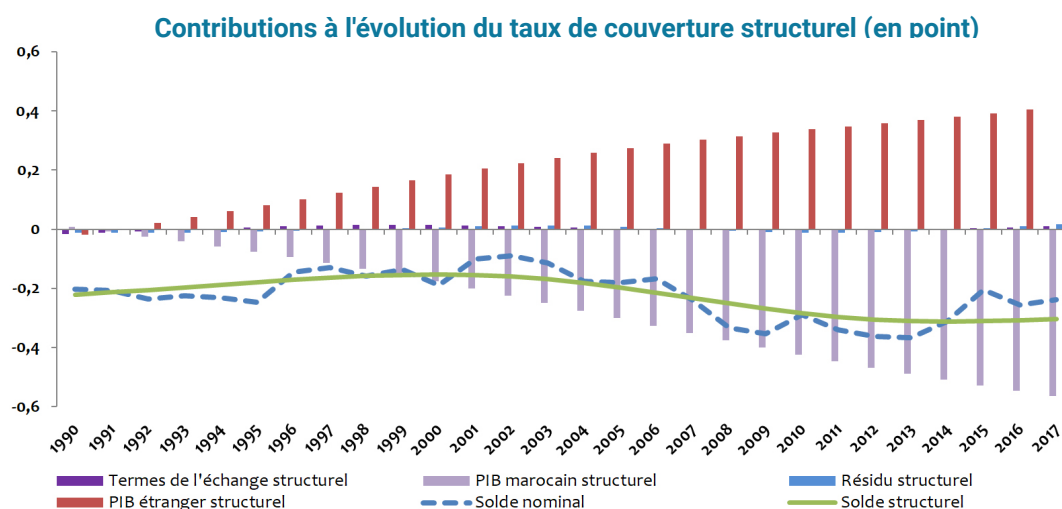
$$\ln\left(\frac{P_x X}{P_m M}\right)^{struc} = 0,75 * \ln(PIB_e)^{struc} - 0,55 * \ln(PIB_m)^{struc} + 0,51 * \ln(TE)^{struc} - 0,18 + \mu^{struc} \quad (3)$$

L'analyse des contributions des composantes tendanciennes révèle que l'évolution du solde structurel nominal des biens et services est imputée essentiellement aux potentiels de croissance au Maroc et au niveau

de ses principaux partenaires. En revanche, les variations des termes de l'échange et les facteurs résiduels n'ont, sur le long-terme, qu'un effet de faible ampleur sur le solde structurel des biens et services.

⁶ Les résultats de cette régression (détaillés en annexe) permettent de constater que les coefficients sont tous significatifs, avec un R² égal à 0,72 et une statistique de Fisher dont la probabilité est proche de 0.

⁷ Si les exportations et les importations sont inélastiques aux prix sur le court-terme, les consommateurs locaux et étrangers réagissent ultérieurement aux changements des prix relatifs



Source : Données Banque mondiale, calculs DEPF.

* Un taux de couverture en logarithme de -0,1 indique que les importations dépassent les exportations de près de 10%.

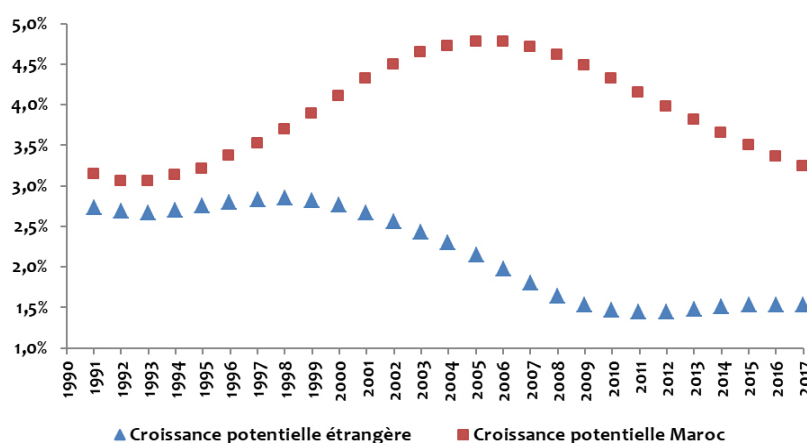
** La constante est égale à -0,18.

La comparaison de la croissance potentielle du Maroc et de ses principaux partenaires révèle que celle du Maroc affiche un rythme de progression relativement plus rapide.

L'écart entre la croissance potentielle du Maroc et celle de ses partenaires commer-

ciaux s'est nettement creusé depuis 1995 avant de se réduire progressivement à partir de 2010. Cette atténuation est consécutive autant à la décélération du PIB potentiel du Maroc⁸ qu' à la stabilisation de celui des partenaires étrangers.

Evolution comparative de la croissance potentielle du Maroc et de ses principaux partenaires



Source : Calculs DEPF.

⁸ Cette décélération serait attribuée au ralentissement du rythme d'évolution de la FBCF (3,2% en moyenne en 2011-2016 contre 6,6% en moyenne en 2001-2010), à la baisse du taux d'activité (46,4% en 2016 versus 49,5% en 2010 et 53% en 2000) et du taux d'emploi (90,6% en 2016 contre 91,1% en 2010), conjuguée à l'évolution positive de la démographie (1,1% en moyenne). Source : Taoufik Abbad & Abdelhak Azeroual, DEPF, Policy Brief n°1, décembre 2017.

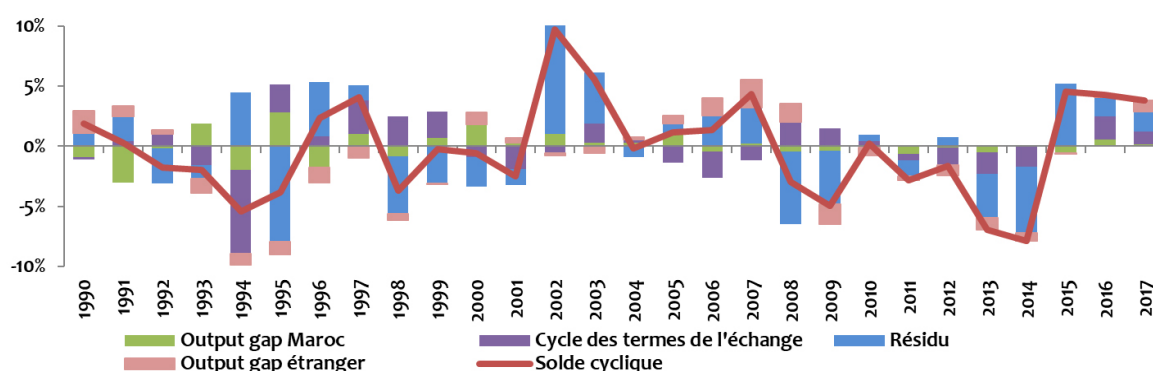
3. Analyse des contributions cycliques

La détermination de la composante cyclique du solde nominal est effectuée à partir des équations (2) et (3) présentées précédemment. Cette composante traduit l'écart

entre le solde effectif et le solde structurel. Elle permet de rendre compte des évolutions conjoncturelles qui caractérisent la situation économique à court-terme :

$$\ln\left(\frac{P_x X}{P_m M}\right) - \ln\left(\frac{P_x X}{P_m M}\right)^{struc} = 0,75 (\ln(PIB_e) - \ln(PIB_m)^{struc}) - 0,55 (\ln(PIB_m) - \ln(PIB_m)^{struc}) + 0,51 (\ln(TE) - \ln(TE)^{struc}) + \mu - \mu^{struc} \quad (4)$$

Décomposition du solde cyclique (écart entre le solde nominal et structurel)



Source : Calculs DEPF.

* Un écart de 5% indique que le solde effectif se diverge de 5% du solde structurel.

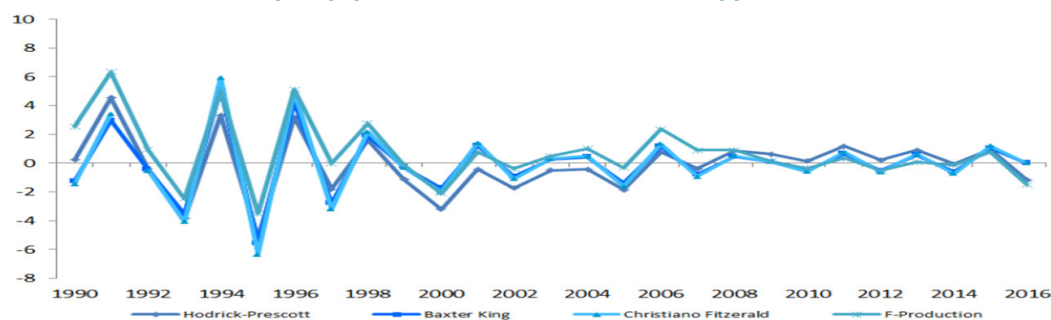
Sur la période 1990-2017, le solde nominal affiche un écart au plus de 10% par rapport au solde structurel. Cet écart traduit, en grande partie, les effets occasionnés par certains chocs exogènes qui ont marqué la période sous-revue (crises économiques, volatilité des prix, sécheresses récurrentes...).

En revanche, l'évolution cyclique du solde nominal ne semble être influencée que faiblement par l'évolution de l'output-gap du

PIB marocain et de celui de ses partenaires au même titre que celle des termes de l'échange.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette situation. D'abord, l'effet cyclique lié à l'évolution du PIB marocain tend à s'estomper graduellement depuis le milieu des années 2000 comme en témoigne l'évolution de la croissance effective qui est davantage en ligne avec son niveau potentiel.

Output-gap du Maroc selon différentes approches



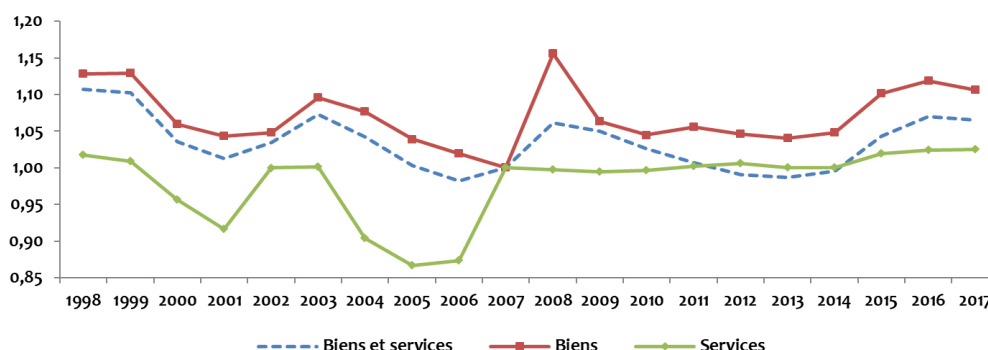
Source : Calculs DEPF.

Ensuite, les termes de l'échange des biens et services du Maroc⁹ n'ont affiché qu'une faible volatilité entre 1998 et 2017¹⁰, avec une orientation légèrement baissière en ligne avec l'évolution des prix relatifs des biens. Ces derniers ont représenté en moyenne, entre 1998 et 2017, près de 63% des exportations et 90% des importations totales des biens et services. Cette évolution globale recèle, toutefois, deux tendances observées au cours la période considérée :

» Un repli des termes de l'échange des biens et services, entre 1998 et 2006, de 11% sous l'effet d'une baisse des prix relatifs des biens de l'ordre de 10% et de la diminution de ceux des services de 14% ;

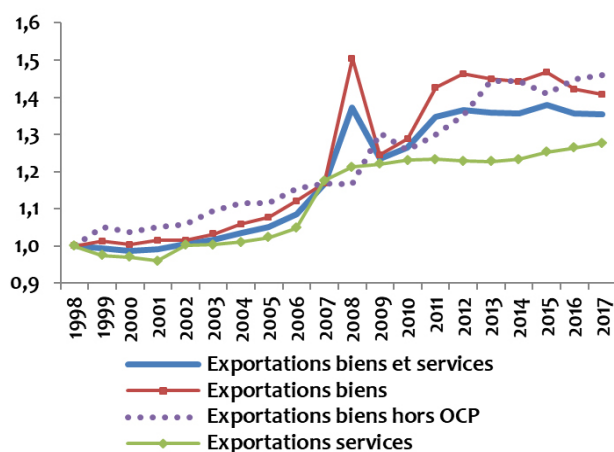
» Une stabilisation relative des termes de l'échange sur la période 2007-2014, hormis le pic des prix relatifs des services en 2007¹¹ et de ceux des biens en 2008, avant de se raffermir de nouveau à partir de 2015.

Evolution des termes de l'échange (base 1 = 2007)



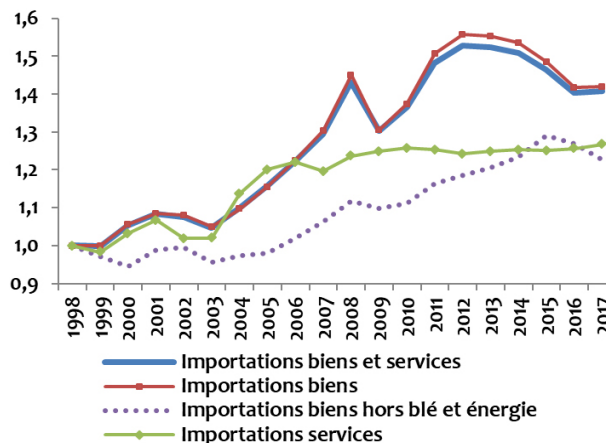
Source : Données HCP, calculs DEPF.

Indice de prix des exportations (base 1 = 1998)



Source : Données HCP, calculs DEPF.

Indice de prix des importations (base 1 = 1998)



⁹ Ratio du déflateur des exportations à celui des importations, obtenu en divisant le flux aux prix courant par le flux aux prix chaînés (HCP).

¹⁰ Avec un indice fluctuant entre 0,89 et 1.

¹¹ Sous l'effet d'une forte hausse de l'indice des prix à l'exportation des services rendus aux entreprises.

Tenant compte de tout ce qui précède, le déficit du commerce extérieur marocain des biens et services est essentiellement d'origine structurelle. Cette composante constitue, en 2017, près de 92% de ce solde et représente 9% du PIB nominal.

La dégradation du solde nominal des biens et services, enregistrée depuis 2007, serait attribuée essentiellement au différentiel entre les potentiels de croissance au Maroc et chez ses principaux partenaires. En effet, la croissance structurelle du PIB, plus vigoureuse au Maroc, entraîne une augmentation plus rapide de la demande nationale pour

les produits étrangers en comparaison avec la demande étrangère adressée au Maroc.

Les résultats du diagnostic permettent de relever, également, que les variations des termes de l'échange n'ont qu'un effet de faible ampleur sur le solde structurel. Une telle situation reflète les faiblesses structurelles révélées en matière de compétitivité-prix de l'offre exportable ainsi que l'importance des déterminants hors-coût (qualité, contenu technologique...) en termes de fixation des règles concurrentielles sur le marché international.

4. Quelques propositions d'ordre stratégique pour atténuer le déséquilibre structurel du solde des échanges des biens et services

Comme il a été clairement démontré dans les sections précédentes, le déficit des échanges extérieurs des biens et services du Maroc revêt un caractère structurel. Ce déficit exerce non seulement une ponction sur la croissance économique mais affecte également la soutenabilité des équilibres macro-financiers du pays.

La résorption de ce déficit, ou du moins son atténuation significative, laisse suggérer que des mesures de fond devraient être en-

visagées. Certaines de ces mesures relèvent du court-terme et ont trait particulièrement aux efforts à déployer pour optimiser et relever le rendement de la politique commerciale. D'autres mesures, par contre, s'inscrivent sur un horizon de moyen-terme et concernent la consolidation des leviers structurels de la compétitivité du système productif national.

➔ Optimiser la politique d'ouverture extérieure du Maroc pour saisir pleinement les opportunités dont elle recèle

Abstraction faite des facteurs conjoncturels liés à l'instabilité des marchés des matières premières, l'aggravation du déséquilibre de la balance commerciale soulève la question du rendement de la politique d'ouverture commerciale du Maroc, qui s'est traduite par un maillage important d'accords de libre-échange.

Les résultats obtenus jusque-là ne semblent pas être à la hauteur de l'effort de libéralisation tarifaire consenti. Pour redresser cette situation défavorable, le Maroc gagnerait, sans se soustraire à ses engagements commerciaux, à œuvrer activement en faveur de l'optimisation de sa politique commerciale extérieure à travers une triple action :

» Procéder à une révision globale des accords de libre-échange conclus et prospec-

ter les meilleures voies possibles à même de favoriser un rééquilibrage des relations commerciales avec les partenaires ;

» Renforcer le dispositif de défense commerciale dans le but de lutter vigoureusement contre la concurrence étrangère déloyale, notamment à travers un contrôle davantage strict à la frontière (fraude, contrebande, sous-facturation...) de sorte à préserver l'intégrité du marché intérieur et favoriser son développement harmonieux ;

» Explorer l'opportunité de recourir à une nouvelle doctrine en matière de conclusion des accords de libre-échange, en privilégiant plus les groupements régionaux que l'approche bilatérale et en ciblant en priorité les pays du Sud pour se prémunir contre les chocs concurrentiels asymétriques.

➔ Accélérer le processus de transformation structurelle de l'économie marocaine pour édifier un profil de spécialisation hautement compétitif

L'accélération de la transformation structurelle du système productif national semble être le seul raccourci possible pour édifier un profil de spécialisation économique dynamique, apte à relever les multiples défis soulevés par un contexte concurrentiel en pleine mutation. Un tel objectif rendrait nécessaire d'assurer une articulation judicieuse de la stratégie industrielle avec la politique commerciale et celle relative à l'attractivité des investissements étrangers.

Il supposerait aussi le relèvement du taux d'intégration locale au niveau des principales filières industrielles pour élargir le spectre de création de la valeur et des emplois et parvenir, in-fine, à capter en interne les effets de la sophistication du tissu productif.

Pour réunir les conditions propices à la concrétisation de cette ambition légitime,

l'accent devrait être mis sur quelques leviers structurants principalement au premier rang desquels figurent :

- » L'accélération du processus d'accumulation du capital humain et sa fructification, y compris à travers la formation continue en cours d'emploi ;
- » Le développement des capacités d'innovation du tissu productif pour favoriser l'éclosion d'avantages compétitifs dynamiques et permettre aux firmes marocaines d'affronter, dans des conditions favorables, la concurrence étrangère sur le marché domestique et sur les marchés tiers ;
- » La mobilisation à grande échelle des multiples potentialités dont disposent les régions du Royaume et la valorisation de leurs vocations respectives pour faire de celles-ci des relais durables de compétitivité et d'attractivité de l'économie marocaine.

➔ Approfondir l'ancrage régional du Maroc en Afrique

Le Maroc, qui a fait de l'ouverture un choix stratégique irrévocable, ne peut aspirer à une insertion réussie dans le système mondialisé sans disposer d'un ancrage régional suffisamment fort. Les attributs que lui confère sa position géostratégique lui permettent de disposer d'une grille d'alliances et de partenariats diversifiés.

Le nouveau positionnement institutionnel du Maroc en Afrique offre des opportunités certaines pour édifier des partenariats mutuellement bénéfiques, à travers la promotion de joint-ventures dans des secteurs névralgiques de l'économie africaine dont l'agriculture, l'industrie et l'énergie.

A ce titre, le Maroc ne devrait aménager aucun effort pour mener à bon port le projet de son adhésion à la CEDEAO, qui constitue une profondeur stratégique vitale pour le Royaume, de par l'histoire, les affinités culturelles et culturelles ainsi que la présence économique déjà forte des opérateurs marocains au sein de cette zone. Parallèlement à cet objectif, le Maroc ne devrait pas

écarter l'option de redynamisation de l'intégration maghrébine, moyennant le recours à des paradigmes novateurs, fondés sur le pragmatisme économique et affranchis des ambivalences de l'agenda politique étroit.

Dans le but d'impulser l'effort national d'exportation en Afrique, en particulier, et vers d'autres marchés porteurs, il serait judicieux de consolider le dispositif de diplomatie économique et de le relayer par des mécanismes efficaces, dont notamment :

- » Un système de veille stratégique pour capter les opportunités commerciales et les saisir, tout en anticipant les risques auxquels pourraient être exposées les entreprises nationales ;
- » Une offre marocaine intégrée pour susciter de fortes synergies entre grands opérateurs et PME-PMI ciblant les marchés d'Afrique ;
- » Une politique incitative appropriée dont le déploiement serait assujéti à des critères de résultat (relèvement du chiffre d'affaires à l'export, gain de parts de marchés, effet sur les créations d'emplois au Maroc...).

/Annexe 1 : Composition de l'indicateur PIB étranger

Le produit intérieur brut pondéré des principaux partenaires a été obtenu en calculant une moyenne des PIB réels des principaux clients du Maroc, pondérée par le poids recalculé de ces derniers dans les exportations

du Royaume entre 1998 et 2017. L'échantillon retenu représente 85% des exportations totales de marchandises, pour lesquelles la structure par pays est disponible.

Pondérations des principaux partenaires du Maroc dans la composition du PIB étranger

Pays	Pondération
France	30%
Espagne	23%
Italie	5%
Royaume-Uni	5%
Inde	5%
Etats-Unis	4%
Brésil	4%
Allemagne	4%
Pays-bas	3%
Belgique	3%
Turquie	2%
Japon	2%
Autres	11%
Total	100%

/Annexe 2 : Résultats de l'estimation du modèle

L'estimation finale du modèle sous le logiciel E-Views est comme suit :

Dependent Variable: LTC_REEL

Method: OLS

Sample: 1990 2017

Included observations: 28

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBE	0.749837	0.287065	2.612085	0.0159
LPIBM	-0.552143	0.158431	-3.485064	0.0021
LTE	-0.489359	0.221258	-2.211708	0.0377
C	-0.181792	0.019507	-9.319223	0.0000
AR(6)	-0.665756	0.174300	-3.819609	0.0009
R-squared	0.714995	Mean dependent var		-0.226454
Adjusted R-squared	0.650221	S.D. dependent var		0.081179
S.E. of regression	0.048011	Akaike info criterion		-2.921875
Sum squared resid	0.050711	Schwarz criterion		-2.636403
Log likelihood	46.90625	Hannan-Quinn criter.		-2.834603
F-statistic	11.03834	Durbin-Watson stat		1.728750
Prob (F-statistic)	0.000021			
Inverted AR Roots	.81-.47i -.81-.47i	.81+.47i -.81+.47i	.00+.93i	-.00-.93i

/Références bibliographiques

1. Armington, P. (1969): A theory of demand for products distinguished by place of production, IMF Staff Papers, March, pp. 159-175 ;
2. Banque Fédérale d'Allemagne (2001), « Structural current account balances: longer-term trends and determinants », Monthly Report ;
3. Bayoumi, T. (1999): Estimating trade equations from aggregate bilateral data, IMF working paper n° wp/99/74, May;
4. BCEAO (2013), « Analyse de la viabilité et des déterminants du déficit courant des pays de l'union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) » ;
5. Bouthevillain, (juillet 2002) : « Calcul de la croissance potentielle et de l'écart de production par le filtre d'Hodrick-Prescott », Banque de France, NER n° 89;
6. Boylan, T.A., M.P. Cuddy et I. O'Muircheartaigh (1980): The functional form of the aggregate import demand equation: A comparison of three European countries, Journal of International Economics, Vol. 10, issue 4, November, pp. 561-566;
7. Bussière, M., G. Chortareas et R. L. Driver (2002): Current accounts, net foreign assets and the implications of cyclical factors, Bank of England, Working paper n° 173, December;
8. Direction des Etudes et des Prévisions Financières (2019), Policy Brief n°8 : « Contenu en emplois de la croissance de l'économie marocaine » ;
9. Direction des Etudes et des Prévisions Financières (2017), Policy Brief n°1 : « La croissance potentielle de l'économie marocaine » ;
10. Gagnon, J. E. (2003): Long-run supply effects and the elasticities approach to trade, Board of governors of the Federal reserve system, International finance discussion papers, n° 754, January;
11. NIVAT Dominique et VILLETELLE Jean-Pierre (2002), « Le solde structurel des échanges extérieurs », Banque de la France ;
12. Obstfeld, M. and Rogoff, K. (1995): The international approach to the current account. In «Gene M. Grossman and Kenneth Rogoff, eds., Handbook of International Economics, vol. 3, Amsterdam: North Holland;
13. ROUABAH Abdelaziz (2005), « Les déterminants du solde de la balance des transactions courantes au Luxembourg », Banque centrale de Luxembourg.

/ Anciens numéros



Décembre 2017 | N° 1

La Croissance potentielle de l'économie marocaine



Janvier 2018 | N° 2

L'adhésion du Maroc à la CEDEAO :
Quels impacts sur la croissance et les échanges extérieurs ?



Février 2018 | N° 3

Impacts macroéconomiques de l'investissement public



Mars 2018 | N° 4

Dynamique de la dette du Trésor à moyen terme



Avril 2018 | N° 5

Impacts macroéconomiques d'une hausse du prix du pétrole en 2018



Mai 2018 | N° 6

Evaluation du potentiel fiscal au Maroc



Juin/Juillet 2018 | N° 7

Contribution à l'évaluation de l'efficacité du système éducatif marocain : une analyse comparative



Octobre 2018 | N° 8

Le contenu en emplois de la croissance économique au Maroc



Décembre 2018 | N° 9

Evaluation des impacts socio-économiques de la politique de l'habitat social au Maroc :
cas du programme de logements sociaux à 250.000 dirhams



Février 2019 | N° 10

Les impacts socio-économiques d'un scénario d'une éventuelle décompensation du gaz butane



DEPF Policy Brief



CONTACT

Adresse

DEPF

Boulevard Mohamed V. Quartier
Administratif,
Rabat-Chellah Maroc



Téléphone

(+212) 5 37.67.74.15/16

Online

Email : depf@depf.finances.gov.ma
Site web: depf.finances.gov.ma